Le réformisme ambitieux de la seconde république espagnole (1931-1936), à l'épreuve de la réalité

Elvire Diaz

▶ **To cite this version:**

Elvire Diaz. Le réformisme ambitieux de la seconde république espagnole (1931-1936), à l'épreuve de la réalité. Les Langues néo-latines : revue de langues vivantes romanes, 2023, 407, pp.59-71. hal-04395211

HAL Id: hal-04395211
https://hal.science/hal-04395211

Submitted on 21 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE REFORMISME AMBITIEUX DE LA SECONDE REPUBLIQUE ESPAGNOLE (1931-1936), A L'EPREUVE DE LA REALITE

ELVIRE DIAZ

UNIVERSITE DE POITIERS, MIMMOC (UR 15072)

Notre article s'ancre dans l'intitulé officiel de la question au programme « La Seconde République espagnole : le projet modernisateur d'une démocratie réformiste (1931-1936) », tout en le précisant, en optant pour une lecture plus affirmée : « Le réformisme ambitieux de la Seconde République espagnole (1931-1936), à l'épreuve de la réalité. En effet, tous les termes employés par la question sont sujets à définition : république/démocratie, projet, modernisateur/réformateur, tout comme la période d'étude retenue.

Notre propos s'articulera en trois étapes :

1 : une introduction, avec des réflexions préalables sur le sujet

2 : un inventaire des réformes républicaines : frénésie et limites

3 : une réflexion sur la Seconde République, comme jalon de la Démocratie : d'une constitution, l'autre ? La Constitution de 1978 en regard de la constitution de 1931.

1 : Réflexions préalables à partir du sujet : objectifs et attendus de la question

C'est un sujet riche et complexe, car polyvalent et transversal, il concerne de nombreux domaines des sciences sociales : les sciences politiques, historiques, les aspects sociaux, religieux, éducatifs, la question du genre, la justice, l'économie, la question agraire, …. On peut parler d'un cas d'école dans l'historiographie, tant le volontarisme du gouvernement républicain est grand, d'autant que la période et le régime mis en place ont donné lieu à une mythification et à des lectures idéologiques, qui clivent encore, 90 ans après l'expérience de 1931-1936[1]. Probablement la redevance de la démocratie actuelle à ses racines républicaines y-est-elle pour beaucoup. En effet, un lien entre la constitution républicaine et celle de 1978[2]

[1] Rafael SERRANO GARCÍA, "Debates historiográficos sobre la Segunda República española (1931-1936)", in *LER História*, n° 69, p. 157-167, 2016, [https://journals.openedition.org/lerhistoria/2457], consulté le 8/10/2023. Eduardo GONZALEZ CALLEJA, « La violence sous la Seconde République espagnole. Une question politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2015/3, n° 127, p. 85-99.

[2] Le texte intégral de la Constitution de 1931 est consultable sur le site du *Congreso de los diputados*, [https://www.congreso.es/cem/const1931], et celui de la Constitution de 1978 : [https://www.congreso.es/es/cem/const1978], consultés le 8/10/2023.

semble suggérer une reprise, là où la démocratie s'était arrêtée en 1936, après une parenthèse de 40 ans. La République présente un particularisme en tous points : sa relative brièveté, « coincée » entre deux dictatures : celle de Primo de Rivera prolongée par celle de Berenguer (« dictablanda ») puis de F. Franco, comme un épisode démocratique. Pourtant, aujourd'hui, on parle même de la mémoire de la République, faisant de la période, du régime et de la constitution qui la fixe, un lieu de mémoire.

S'il fallait une réponse simple à ce que fut le réformisme de la Seconde République, nous conseillerions de relire les premiers mots de la constitution républicaine de décembre 1931, relativement courte, avec 125 articles, en 30 pages, qui décrit la nouvelle nature et forme de l'état comme une démocratie sociale, souveraine, un état de droit. En effet, le « Título preliminar » et ses « Disposiciones generales » indiquent :

> *Artículo primero: España es una República democrática de trabajadores de toda clase, que se organiza en régimen de Libertad y de Justicia. Los poderes de todos sus órganos emanan del pueblo. La República constituye un Estado integral, compatible con la autonomía de los Municipios y las Regiones.*
>
> *2: « Todos los españoles son iguales ante la ley*[3].

Elle est à l'opposé de la constitution monarchique précédente de 1876, en vigueur jusqu'en 1931, dont les premiers mots sont explicites :

> *Don Alfonso XII, por la gracia de Dios Rey constitucional de España. A todos los que las presentes vieren y entendieren, sabed: que en unión y de acuerdo con las Cortes del Reino actualmente reunidas, hemos venido en decretar y sancionar la siguiente CONSTITUCION DE LA MONARQUÍA ESPAÑOLA*[4].

Le libellé de la question appelle aussi des remarques sur la délimitation périodique retenue, sur la problématique et sur les termes. Il conviendrait de définir les concepts fondamentaux de démocratie et de République, tout comme la différence sémantique entre « projet modernisateur » et « une démocratie réformiste ». Le terme « modernisateur » au lieu de « réformateur », peut-être trop marqué par le prisme révolutionnaire qui eut son importance à l'époque, dit la volonté de changement, de modification et d'entrée dans une société « de son temps » ; pourtant l'historiographie a retenu « réforme agraire », « bienio reformista », etc.

Le programme circonscrit clairement la période étudiée, du 14 avril 1931 au 18 juillet 1936, soit 5 ans et 3 mois, qui virent un grand nombre (18) de gouvernements (avec,

[3] La Constitution de 1931, [https://www.congreso.es/cem/const1931], consulté le 8/10/2023.
[4] La Constitution de 1876 : texte intégral consultable sur le site du *Congreso de los diputados*, [https://www.congreso.es/es/cem/const1876], consulté le 8/10/2023.

régulièrement, Manuel Azaña, comme ministre et chef du gouvernement), le temps d'une véritable expérience politique et nationale. Cependant la Seconde République continue son fonctionnement légal, quoique réduit à la zone restée loyale, jusqu'au 1er avril 1939, jour de la victoire du Général Franco et de sa fameuse annonce : « cautivo y desarmado el ejército rojo vencido, han alcanzado las tropas nacionales sus últimos objetivos militares, la guerra ha terminado », lue à la Radio Nacional Española, et date aussi de la démission d'Azaña.

Ce choix temporel permet de détacher, d'isoler, la Seconde République de la Guerre Civile, d'en faire un objet d'étude dépassionné, et d'éviter de faire un lien, erroné, de cause à effet, par exemple, ou de la voir comme un échec. Le recul de 90 années met à distance de l'événement et permet de cibler, de se focaliser sur l'originalité, la particularité, la dynamique d'une république qui toucha tous les fronts d'une gouvernance y compris les fondements mêmes d'une société : les questions d'identité et de sentiment national. Le tout, dans une sorte de frénésie réformiste.

Ainsi nous verrons les « projets », dont certains furent déjà mis en place par nombre de lois et de décrets (13500 écoles ouvertes, lois sur le divorce, le vote de femmes, la séparation état-église, les statuts d'autonomie, fin de l'Ancien régime, des privilèges des Grands d'Espagne, etc.)

Pour la préparation au Concours, d'un point de vue méthodologique, il convient de connaître les événements, les protagonistes, les partis, les syndicats, en établissant par exemple une chronologie et des fiches à partir de la bibliographie d'appui et du livre de mémoires de Josefina Carabias, *Azaña. Los que le llamábamos don Manuel*[5]. Ainsi, pour les grandes figures, sont incontournables : Niceto Alcalá Zamora, Manuel Azaña (chef de plusieurs partis, ministre, président), Fernando de Los Ríos, Casares Quiroga, Indalecio Prieto, Largo Caballero, le républicain radical A. Lerroux, les femmes députées (élues, sans avoir alors encore le droit de vote, paradoxalement, jusqu'en 1933) : Victoria Kent, Clara Campoamor, Margarita Nelken[6].

L'Histoire politique, les événements, bien connus, sont présentés dans les ouvrages de grands historiens (J. Pérez, Raymond Carr, Santos Julia, et autres auteurs cités dans la bibliographie officielle). Pour rappel, la date de référence du coup d'envoi de la Seconde République est le 12 avril 1931, qui voit la victoire aux élections municipales des partis pro-

[5] Josefina Carabias, *Azaña. Los que le llamábamos don Manuel*, [1980], Barcelona, Seix Barral, 2021.
[6] Catherine SAUPIN, « L'entrée au Parlement des premières députées de la Seconde République espagnole : Clara Campoamor, Victoria Kent, Margarita Nelken, élues de l'assemblée constituante (juillet-décembre 1931) », *Genre & Histoire*, 29, 2022, [http://journals.openedition.org/genrehistoire/7569], consulté le 8/10/2023.

républicains, suit la proclamation « populaire » de la république, le 14 avril, où le roi Alphonse XIII (roi de 1902 à 1931, grand-père de Juan Carlos, aïeul de Philippe VI), part à l'étranger et abdiquera plus tard en faveur de son fils Don Juan, Comte de Barcelone, père de Juan Carlos.

Un gouvernement provisoire se met en place autour du Président Niceto Alcalá Zamora, d'Azaña et des signataires du Pacte de *San Sebastián* (1930), pour préparer les élections législatives du 28 juin 1931, en vue de « cortes constituyentes » (Pt Julián Besteiro), qui prépareront la rédaction de la constitution de 1931 ; suivra le « bienio reformista ». Les élections de novembre 1933 voient une nouvelle majorité, de droite, la CEDA (Confédération Espagnole des Droites Autonomes, catholique, monarchiste), qui pratiquera une contre-réforme presque systématique. Les élections législatives (*generales*) de février 1936 donnent lieu au Front Populaire (Pt Azaña) jusqu'au coup d'état du 18 juillet 1936.

La période est marquée par une intense consultation électorale, on ne compte pas moins de 3 grands types d'élections en 1931 (municipales, provinciales, législatives), puis en 1933 et en 1936. Ce sont des élections municipales qui ont donné massivement (dans les villes) la victoire aux républicains, donnant lieu à des manifestations de joie populaire dans les rues, et un attentiste dans la majeure partie de la population. Les oppositions, qui ne tarderont pas à se manifester, accordent comme un « état de grâce » (très relatif et bref), au nouveau régime, d'autant que le choix républicain d'avril est confirmé par les élections législatives du 28 juin 1931.

Tout est nouveau : une assemblée constituante, un gouvernement provisoire, la Constitution de 1931. C'est un gouvernement et un parlement appelé Cortes de professeurs, faites de juristes, de journalistes, d'intellectuels réformateurs ; le président en est pourtant un vieux politique modéré, catholique, conservateur, ancien ministre d'Alfonso XIII, Alcalá Zamora (1877-1949).

Cependant cette « seconde » république ne naît pas ex nihilo. En amont, on peut tracer une filiation : on pourrait remonter au développement du libéralisme tout au long du XIXe siècle, aux Cortes de Cádiz de 1812 et sa constitution (« la Pepa »), mais, immédiatement avant 1931, c'est le rejet massif de la dictature de Miguel Primo de Rivera, avec « la sanjuanada » de 1926, le *Pacto de San Sebastián* et la rébellion républicaine des capitaines Galán et García en 1930 ; sans oublier les multiples groupes et mouvements pro-républicains, dont *Apelación a la república* (1924) et *Acción republicana* (1925) d'Azaña, *Alianza republicana* (1926) et la

Agrupación al servicio de la república d'Ortega y Gasset (1931). L'Espagne redevient une république le 12 avril 1931, la Seconde république, car en 1873-1874 elle a connu la première, qui dura dix mois, avant la restauration royale qui a duré jusqu'en 1931.

Les partis (une trentaine) et les syndicats sont très actifs pendant la Seconde République. On voit la création en 1933 de 3 groupes de droite : la CEDA, *Falange española* (FE), la *Unión monárquica nacional* (UMN), et d'une association militaire d'extrême droite et monarchiste : la UME, la *Unión militar española* ; face au parti historique du PSOE (1895), et plus récent le PCE (1922), la FAI (1927), le parti républicain radical (1908, A. Lerroux), *Alianza republicana* (1926), *Izquierda republicana* (1934), notamment, et les syndicats (UGT, 1888 ; CNT, 1910)[7].

L'événement repose sur une action sociale puis législative et constitutionnelle. Le légalisme est une marque de ce nouveau régime, qui met en avant le droit, la constitution, les institutions. Azaña, chef du gouvernement et ministre de la Guerre, chef de parti (*Acción republicana* puis *Izquierda republicana*), avant de devenir Président de la République en 1936, est docteur en droit et homme de lettres (Prix national de littérature, 1926), journaliste, Secrétaire puis Président de l'Ateneo.

Le dynamisme, la frénésie, l'enthousiasme pour l'innovation, notamment en matière éducative (les *Misiones pedagógicas*, …), constitutionnelle, juridique (statuts d'autonomie), militaire, sociale, religieuse, sur la question féminine ; une république qui va faire face aux difficultés, aux résistances de tous bords, l'opposition de la droite, catholique, monarchiste, militaire, bourgeoise, et celle du camp républicain divisé, sans oublier le poids du contexte économique et international. Mais elle est marquée par des violences : la *Sanjurjada* en 1932, Castilblanco, Casas viejas en 1933, les grèves des Asturies (1934).

La République a bien été représentée dans l'art et la fiction notamment (du classique *Requiem por un campesino*, de Ramón Sender à *No llorar* de Lydie Salvayre). Nous citerons ici le témoignage de la philosophe et féministe Simone de Beauvoir, qui dans son autobiographie *La force de l'âge* (1960), se souvient de l'été 1931 à Madrid :

> Bientôt la gaieté de Madrid me prit. La République s'étonnait encore de son triomphe et on aurait dit qu'elle le célébrait chaque jour. Dans les cafés profonds et sombres, des hommes, strictement vêtus en dépit de la chaleur, construisaient, en

[7] Voir Juan AVILÉS FARRÉ (coord.), « Les forces politiques durant la Seconde République espagnole », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*, nº 51, 2017, [https://journals.openedition.org/bhce/627] consulté le 15/10/2023. Pour la terminologie politique, on pourra consulter : Javier FERNANDEZ SEBASTIAN et Juan Francisco FUENTES, *Diccionario politico y social del siglo XX español*, Madrid, Alianza, 2008.

> phrases passionnées, la Nouvelle Espagne ; elle avait vaincu les prêtres, les riches, elle a laissé s'établir dans la liberté, conquérir la justice; les amis de Fernand pensaient que bientôt les travailleurs prendraient le pouvoir et bâtiraient le socialisme. Des démocrates aux communistes, pour l'instant tous se réjouissaient, tous croyaient avoir l'avenir entre leurs mains.»[8]

2. Inventaire des nombreuses réformes : une tentation d'exhaustivité ?

Le gouvernement procède à un véritable *agiornamiento* de l'état, une mise à jour, une sorte de volonté d'exhaustivité dans ses réformes, qui concerne comme on l'a indiqué tous les aspects (constitutionnel, administratif, militaire, agraire, social ; religieux ; éducatif ; la question des femmes).

Les réformes se firent en deux étapes opposées, selon deux *bienios* : le *bienio reformador* ou azañiste de 1931 à 1933, où le gouvernement est libéral et réformiste, s'attaque à des réformes sociales fondamentales puis le *bienio negro*, où le gouvernement ultraconservateur à partir des élections législatives de novembre 1933 qui donnent la victoire à la CEDA et à son chef Gil Robles, font une contre-réforme presque systématique. Face à l'opposition de droite, la République avait voté dès 1931 une Loi de Défense de la République, qu'elle remet à l'œuvre en octobre 1933.

Pour le domaine constitutionnel, la forme de l'état est appelée état intégral ; un état libéral, sans privilèges, qui met fin à l'ancien régime, à la fois unitaire, centraliste, et avec des autonomies régionales. Les statuts d'autonomie seront votés pour la Catalogne en 1932, puis pour le Pays basque (le « statut d'Estella ») et le projet de juin 1936 pour la Galice, avorta du fait de l'éclatement de la guerre[9].

La réforme de l'armée, avec celle de la question religieuse, fut sans doute celle qui eut un grand impact. La Seconde république procède à des réformes dans le système de recrutement, de l'encadrement, d'organismes internes de l'administration militaire. La réforme d'Azaña de 1931 vise à créer une véritable politique militaire pour avoir une armée de défense extérieure en cas de besoin, et non de police intérieure comme elle le fut auparavant, et professionnelle. Il réduit le nombre des cadres (officiers) de l'armée, car traditionnellement monarchistes, ils sont responsables des nombreux coups d'état qui ont jalonné le XIX^{e} et le début du XX^{e} siècle, ils étaient un danger pour la république.

[8] Simone de BEAUVOIR, *La force de l'âge*, Paris, Gallimard, 1960, p. 89-90.
[9] Voir: Juan Enrique ALBACETE EZCURRA, *El Estado integral de la Segunda República española*, Murcia, Nausícaä Edición Electrónica, 2006.

Pendant la dictature de Primo de Rivera (1923-1930), l'armée était l'instrument d'ordre, d'unité, de domination, et l'on voit la montée du militarisme, c'est-à-dire la prééminence de ce corps sur les autres corps sociaux. La dictature militaire, acceptée par le roi Alphonse XIII en septembre 1923, et transformée en directoire civil en 1925, est reçue de manière générale de façon modérée, malgré l'état de guerre proclamé et la suspension des garanties constitutionnelles, la crise de l'état étant forte. Cependant, le général Primo de Rivera va constamment perdre de son crédit, tant dans les milieux de la bourgeoisie que dans les milieux militaires. Il s'attaque lui-même aux intérêts corporatistes de militaires en réduisant le nombre des officiers. Primo de Rivera quitte le pouvoir en janvier 1930, remplacé par le général Berenguer, pour une année. Des conspirations se poursuivent, celles républicaines des capitaines Galán y García à Jaca en 1930, ou de Ramón Franco et Queipo de Llano. Face à la crise, le roi convoque des élections municipales en avril 1931.

Azaña, pour réduire le nombre pléthorique d'officiers, encourage le départ à la retraite avec solde entière et primes ; il supprime la « Loi sur les Juridictions » de 1906, exactement « ley para la represión de los delitos contra la Patria y el Ejército », qui traduisait des civils (la presse par exemple en conflit avec des militaires ou la garde civile) devant les tribunaux militaires ; il crée une nouvelle force de sécurité, pour contrebalancer le pouvoir de la Garde civile, la Garde d'assaut, qui jure fidélité à la république. Le *bienio negro* ne revint pas sur certaines de ces réformes[10].

Des conspirations et des incidents militaires se font jour (la *Sanjurjada*, en 1932, les incidents de Carabanchel, la création de l'Union Militaire espagnole). Les élections de février 1936 qui donnent lieu au Front populaire, et dont Azaña devient Président de la République, avec une coalition de la gauche, accentue les craintes de la droite et des militaires. Le climat social est très agité, aux attaques d'éléments de gauche (grèves, incendies de couvent) répondent des attaques de l'extrême droite. Pour l'armée, la situation devient ingérable, et le soulèvement militaire éclate le 17-18 juillet 1936 à l'initiative de généraux dont Francisco Franco. L'armée se considère à nouveau comme garante de l'ordre et rempart contre l'anarchie qui lui semble menacer le pays. Le coup d'état, pour certains simple pronunciamiento, un dernier avatar, ne parvient pas à s'imposer d'emblée mais déclenche un long affrontement de près de trois années. L'armée est l'instrument de l'instauration et de la pérennité du régime franquiste à partir de 1939.

[10] Pour faire le point sur la réforme militaire républicaine, voir l'ouvrage de Michael ALPERT, *La reforma militar de Azaña*, (2ª ed.), Granada, Comares, 2008.

La Réforme agraire, issue de la loi agraire de septembre 32, est menée par l'Institut de la Réforme agraire, et est très technique : il s'agit de redistribuer des terres, peu ou pas ou mal exploitées, alors que les paysans demandent l'accès au travail. Il s'agira de rachat de terres et d'expropriation des terres de l'aristocratie, en fonction de la taille et de la forme d'exploitation : en fermage ou en métayage. Les terres sont rachetées avec indemnités sauf pour les nobles ; la redistribution touche les possédants (église, latifundistes, caciques, etc.), elle est coûteuse, dans un contexte économique, même si moindre qu'ailleurs, du krach boursier de 1929 ; on estime à 6 millions d'hectares répartis, soit très peu pour les groupes de gauche et beaucoup trop pour les possédants. On pourra consulter les travaux du spécialiste Ricardo Robledo, indiqués dans la bibliographie officielle[11].

La réforme scolaire, éducative et culturelle commence par développer l'instruction publique, dans un pays encore largement marqué par le taux d'analphabétisme (un tiers de la population). Elle développe la construction d'écoles, la mixité appelée coéducation, elle réforme la formation des enseignants et les Ecoles Normales, par les ministres successifs Marcelino Domingo et Fernando de los Rios et du Directeur général de l'Enseignement primaire, Rodolfo Llopis, et met en place aussi la laïcisation, avec l'interdiction d'enseignement privé ou religieux. Pour la culture, rappelons les expériences des Missions pédagogiques, le *Museo del pueblo*, issues de la *Institución Libre de Enseñanza*[12].

La question religieuse porte sur la séparation de l'état et de l'église ; le processus de laïcisation est présenté dans l'article 26 de la Constitution, avec l'interdiction en mars 1933 d'enseignement aux congrégations religieuses (des incendies de couvents avaient eu lieu dès

[11] Ricardo ROBLEDO, *La tierra es vuestra. La reforma agraria. Un problema no resuelto. España, 1900-1950*, Barcelona, Pasado & Presente, 2022 et son article (avec A.-L. GONZÁLEZ ESTEBAN), "Tierra, trabajo y reforma agraria en la Segunda República española (1931-1936): algunas consideraciones críticas", Historia Agraria, 72, 2017, p. 7-36.

[12] Brigitte MAGNIEN, « La politique de construction d'écoles sous la Seconde République espagnole », in AYMES, Jean-René, FELL, Ève-Marie et GUEREÑA, Jean-Louis (dir.), *L'enseignement primaire en Espagne et en Amérique latine du XVIIIe siècle à nos jours*, Tours, Publications de l'Université de Tours, 1986, p. 295-309, [https://books.openedition.org/pufr/5173]. Mariano PÉREZ GALÁN, « La enseñanza en la Segunda República », *Revista de educación*, Nº Extra 1, 2000, p. 317-332, [https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=19375]. Alejandro TIANA FERRER, *Las misiones pedagógicas. Educación popular en la Segunda República*, Madrid, Ediciones de la Catarata, 2016. Elvire DIAZ, « Le Prado aux champs. Le « Museo del pueblo » et l'éducation populaire pendant la Seconde république », in J. L. GUERENA (dir.), *Image et transmission des savoirs dans les mondes hispaniques et hispano-américains*, Tours, Publications de l'Université de Tours, 2007, p. 625-632. E. DIAZ, « La mixité scolaire, la coéducation sous la Seconde République en Espagne », *Cahiers du Mimmoc*, La mixité et le refus de l'hybridité, 4, 2007, (http://journals.openedition.org/mimmoc/329).

l'annonce de la république, mai 1931), droit de divorce est adopté en 1932 (il sera annulé par le franquisme pendant 40 ans), de même que le mariage civil[13].

En lien avec la question religieuse, la question de la condition des femmes est clairement défendue : outre le divorce, le droit de vote des femmes sera obtenu en 1933, notamment par l'action et les discours célèbres de Clara Campoamor, face au point de vue opposé de V. Nelken qui demande une éducation politique des femmes d'abord[14].

Le réformisme républicain va irriter les opposants, conservateurs qui sont pour l'église, contre le séparatisme, ce sont les grands propriétaires, les financiers, les industriels... et la frange radicale du bord républicain. Des événements sociaux sanglants secouent la république : de grandes grèves insurrectionnelles de la gauche en octobre 1934, contre le pouvoir de droite élu au gouvernement en novembre 1933, par des mineurs et des ouvriers en Asturies, nord de l'Espagne, et en Catalogne. Une répression brutale est ordonnée par le gouvernement, menée par Franco, lors des événements de *Casas viejas*, qui entache la réputation de la République (Azaña serait le responsable légal et Franco le bras exécutant).

Le régime légal de gauche, le Front populaire, élu en février 1936, repose sur une coalition de socialistes, républicains, anarchistes, quelques communistes, dont l'idéologie de gauche, démocratique, diffère sur certains points. Suite à leur large victoire aux élections, ils disposent de 271 députés de gauche face à 129 de droite, dont 89 de la CEDA. Manuel Azaña (1880-1940) en devient le Président.

Les mois de février à juillet 1936 voient se développer une forte opposition, une réaction contre la république s'agite dans les rues, avec des violences de tous bords, du terrorisme. En mars 1936 la république dissout Phalange espagnole et supprime tous les journaux partisans. En juillet, le soulèvement militaire tente de renverser la république et va dessiner deux camps opposés : les nationalistes (*Nacionales* ou *Azules*) et les républicains. C'est une coalition de l'armée (mais la Marine reste fidèle à la république), de la Phalange, des carlistes, de la Garde civile, appuyée par l'Eglise espagnole (soutient les franquistes, le Cardinal Pla y Deniel proclame que la Guerre est une croisade contre les fils de Caïn), les propriétaires terriens (l'oligarchie, classe possédante) et une partie de la classe moyenne. Les franquistes bénéficient de l'aide de l'Allemagne d'Hitler, de l'Italie de Mussolini et du général Salazar au Portugal qui instaure une dictature jusqu'en 1974. En face, les partisans de la République sont

[13] Jean-Pierre AMALRIC (dir.), *Manuel Azaña et la question laïque*, Montauban, Editions Arkheia, 2009 ; E. DIAZ, « Manuel Azaña et la laïcité. Le monde intérieur de Azaña à travers *El jardín de los frailes* (1927) », in J. –P. AMALRIC (dir.), *Manuel Azaña et la question laïque*, *op.cit.*, p. 43-53.
[14] Clara CAMPOAMOR, *El voto femenino y yo. Mi pecado mortal*, [1936], Sevilla, Renacimiento, 2018.

le Mexique, l'URSS et les Brigades internationales intégrées par des volontaires venus de 50 pays.

Selon l'idéologie du commentateur, on parle soit de « pronunciamiento » ou « alzamiento », de coup d'état, coup militaire, putsch, c'est un « soulèvement national » dit le régime franquiste au sujet des origines de son régime. Pourtant historiquement, c'est bien un « pronunciamiento » raté. Des conspirations de militaires ont lieu depuis des mois, tentant de renverser la république : leur chef, le général Sanjurjo, responsable du soulèvement raté de 1932, appelé la *sanjurjada*, est associé à un politique, le chef de l'opposition de droite, le monarchiste de la CEDA, José Calvo Sotelo. Ils ont des contacts avec les garnisons mais aussi à l'étranger, en Allemagne, en Italie, même en Angleterre. Ils doivent lancer leur attaque en mai, puis en juillet, et c'est l'assassinat de Calvo Sotelo le 12 juillet 1936 qui déclenche le soulèvement. Autres morts qui prendront valeur de symboles, d'une part José Antonio Primo de Rivera, qui donnera lieu au mythe de « el ausente », d'autre part, côté républicain, un martyr, le jeune poète Garcia Lorca.

Il ne s'agit pas d'une simple lutte entre minorités mais le conflit s'est étendu à l'ensemble de la population, des groupes sociaux qui la composent. Mais, c'est une autre… grande histoire.

3. D'une constitution à l'autre : 1931-1978. Mémoire de la République

Le parallèle entre les constitutions de 1931 et de 1978 est souvent établi, malgré les régimes radicalement différents : une république et une monarchie parlementaire, réunies sous le concept de démocraties.

La réussite se voit dans la démocratie espagnole actuelle, qui a repris de nombreux points de la constitution de 1931. D'ailleurs, la Seconde République est présentée comme « la première démocratie du XX^{e} siècle en Espagne » selon l'ouvrage d'Angel LÓPEZ VILLAVERDE : *La Segunda República (1931-1936). Las claves para la primera democracia española del siglo XX* (Madrid, Silonia, 2017) et de Martin Ramos: *Victoria y derrota de la democracia*. E. Gonzalez Calleja parle de « la racine républicaine de l'actuelle démocratie »[15].

D'un point de vue formel et de contenu, les deux constitutions sont très précises et longues : 125 articles répartis en 10 titres pour le texte républicain, contre 169 articles et 10

[15] E. GONZALEZ CALLEJA, « La violence sous la Seconde République espagnole. Une question politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2015/3, n° 127, p. 85-99, p. 88.

titres pour celui de 1978 ; leurs points communs portent sur les mêmes grands principes, les valeurs : égalité des citoyens, liberté de culte, statuts d'autonomie.

De la « république démocratique des travailleurs », on est passé à : « un état social et démocratique », comme l'indique le « Titulo preliminar de la constitución de 1978, artículo 1° » :

> 1. España se constituye en un Estado social y democrático de Derecho, que propugna como valores superiores de su ordenamiento jurídico la libertad, la justicia, la igualdad y el pluralismo político.
>
> 2. La soberanía nacional reside en el pueblo español, del que emanan los poderes del Estado.
>
> 3. La forma política del Estado español es la Monarquía parlamentaria."

C'est une monarchie parlementaire, comme l'était déjà le régime d'Alfonso XII et d'Alfonso XIII, selon la Constitution de 1876, qui a duré 55 ans. D'aucuns parlent d'une Restauration…

On peut conclure que le pays n'était pas prêt en 1931-1936 à la modernité et à la démocratie, la société étant encore traditionnelle, rurale, malgré une part importante de défenseurs de la république. Pour J. Aróstegui, la résistance à la modernité de la Seconde République est due à différents facteurs : « à la transformation de la société agraire traditionnelle en société capitaliste, aux difficultés de la construction d'un État libéral moderne, efficace et non répressif, et à la possibilité que ce contexte offrait à la contestation de l'ordre établi »[16].

En 1978, l'évolution de la société semble faite, pour autant la démocratie ne s'est pas imposée sans difficulté, si l'on pense aux tentatives d'involution, comme le coup d'état du colonel Tejero en 1981, à la difficile mise en œuvre des Lois mémorielles (2007 et 2022) ou à la montée du nationalisme et des lectures révisionnistes qu'on observe aujourd'hui. Nous conclurons avec les propos d'E. Gonzalez Calleja, qui voit la Seconde République « comme un laboratoire des réformes liées à l'élargissement des droits politiques », et qui défend le rôle éthique des historiens face à l'événement :

> Nous ne pensons pas qu'il faille défendre ou justifier la Seconde République, mais il est nécessaire de la comprendre à partir de son bilan global, des succès et des échecs de son projet réformiste. L'historien ne doit pas s'arroger la tâche douteuse d'imputer des responsabilités, mais il doit préserver la sérénité de ses analyses, et chercher la clé des comportements individuels et collectifs qui ont rendu possible ce passé dramatique et irréversible.[17]

[16] Cité in E. GONZALEZ CALLEJA, *op.cit.*, p. 93.
[17] E. GONZALEZ CALLEJA, *op.cit.*, p. 99.